

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202520]

28 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'identification et l'enregistrement des chats

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 7, remplacé par la loi programme du 22 décembre 2003 et complété par la loi du 27 décembre 2012;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 07/2016 de la Commission de la Protection de la Vie privée, donné le 24 février 2016;

Vu l'avis 58.786/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mars 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 3 août 2012 relatif au plan pluriannuel de stérilisation des chats domestiques;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "le Ministre" : le Ministre du Bien-être animal;

2° "le Service" : la Direction de la Qualité, du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

3° "le responsable" : la personne physique, propriétaire ou détentrice d'un chat, qui exerce habituellement sur lui une gestion ou une surveillance directe;

4° "le refuge agréé" : le refuge pour animaux agréé conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux;

5° "l'élevage agréé" : l'élevage de chats agréé conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux;

6° "l'identification" : le placement d'une marque individuelle, indélébile et unique.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

1° aux chats accompagnant leur responsable lors d'un séjour de moins de six mois en Belgique;

2° aux chats élevés en vue d'être utilisés dans l'expérimentation animale.

Art. 3. Le responsable fait identifier et enregistrer, avant l'âge de douze semaines et en tout cas avant qu'il soit commercialisé, tout chat né après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. Une personne acquiert un chat, à titre gratuit ou onéreux, uniquement s'il est identifié et enregistré suivant les dispositions du présent arrêté.

Art. 5. Les chats identifiés provenant de l'étranger sont enregistrés dans les huit jours de leur arrivée.

Art. 6. Une base de données tenue à jour recueille les données des chats identifiés et les données de leur responsable. Cette base de données a pour but de permettre :

1° une recherche efficace du responsable lorsqu'un chat abandonné ou perdu est trouvé;

2° un contrôle du respect de l'obligation d'identification et de stérilisation des chats;

3° un contrôle du respect des conditions d'agrément des refuges agréés et des élevages agréés;

4° de contrôler le commerce et les mouvements des chats.

Le Service gère la base de données et peut, pour une partie ou la totalité de cette tâche, faire appel à une entreprise de prestation de service.

Art. 7. La preuve d'enregistrement des chats est fournie sous forme numérique.

CHAPITRE II. — Méthodes d'identification

Art. 8. L'identification se fait par l'implantation d'un microchip stérile répondant aux normes ISO 11784: 1996 (E) et 11785: 1996 (E) comprenant le code référant au fabricant individuel. Pour l'application du présent arrêté, tout autre microchip est considéré comme illisible.

Le Ministre peut arrêter des techniques d'identification alternatives à la méthode fixée à l'alinéa premier.

Art. 9. Avant de procéder à l'identification de l'animal, le vétérinaire contrôle qu'aucun microchip lisible n'a déjà été implanté.

Le vétérinaire vérifie la lisibilité du microchip, implante le microchip et contrôle ensuite son placement.

Dans un refuge agréé et un élevage agréé, le vétérinaire visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux implante le microchip.

Art. 10. Le microchip est implanté sous la peau au centre de la face latérale gauche du cou.

Art. 11. Un microchip n'est pas :

- 1° enlevé, modifié ou falsifié;
- 2° réutilisé.

Art. 12. Un microchip n'est pas implanté chez un chat portant déjà un microchip lisible.

Art. 13. Si un chat porte un microchip illisible, un nouveau microchip lisible est implanté suivant les dispositions du présent arrêté.

Art. 14. Le distributeur de microchips garde à disposition du Service les numéros de microchips ainsi que les nom, adresse et numéro de téléphone de la personne à laquelle ces microchips ont été livrés.

Seuls les microchips dont les bits numéros 17 à 26 définis par la norme ISO 11784 : 1996 (E) comprennent le code référant au fabricant individuel, sont distribués.

CHAPITRE III. — Procédure d'enregistrement

Art. 15. Après avoir identifié le chat, le vétérinaire :

- 1° encode, dans les huit jours, dans la base de données, les informations relatives au chat et au responsable;
- 2° atteste l'exactitude des données à l'aide de sa carte d'identité électronique;
- 3° remet au responsable la preuve d'enregistrement, visée à l'article 7.

Art. 16. § 1^{er}. En cas de changement de responsable, les données du nouveau responsable sont encodées dans la base de données, soit par :

- 1° le vétérinaire qui les valide à l'aide de sa carte d'identité électronique;
- 2° l'ancien responsable, avec l'accord du nouveau responsable qui valide le changement à l'aide de sa carte d'identité électronique.

§ 2. En cas de déménagement, le responsable ou le vétérinaire encode, dans les huit jours, la nouvelle adresse dans la base de données et atteste l'exactitude des données à l'aide de sa carte d'identité électronique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de déménagement vers l'étranger, il est seulement mentionné dans la base de données que le chat ne se trouve plus en Belgique.

§ 3. Si le chat est perdu, volé, mort ou exporté, le responsable ou le vétérinaire encode cette donnée dans la base de données dans un délai maximal de deux mois et atteste l'exactitude des données à l'aide de sa carte d'identité électronique.

§ 4. Dès que le chat est stérilisé, le vétérinaire encode, dans les vingt-quatre heures, cette donnée dans la base de données et le responsable ou le vétérinaire atteste l'exactitude des données à l'aide de sa carte d'identité électronique.

CHAPITRE IV. — Chats trouvés

Art. 17. § 1^{er}. En dérogation à l'article 4, le responsable d'un refuge agréé peut accueillir des chats non identifiés.

Le responsable du refuge agréé fait identifier et enregistrer l'animal à son nom après le délai prévu à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

§ 2. Un chat non identifié est rendu à son responsable seulement après avoir été identifié et enregistré au nom et aux frais de ce dernier.

§ 3. Un chat identifié mais non enregistré est rendu à son responsable seulement après avoir été enregistré au nom et aux frais de ce dernier.

CHAPITRE V. — La base de données

Art. 18. § 1^{er}. La base de données contient :

- 1° les données du chat :
 - a) numéro d'identification;
 - b) date de naissance;
 - c) date d'identification;
 - d) sexe;
 - e) date de stérilisation;
 - f) race;
 - g) couleur et type du pelage;
 - h) nom;
 - i) statut : perdu, volé, mort, exporté;
- 2° les données du responsable :
 - a) nom et prénom;
 - b) numéro d'identification du Registre national;
 - c) adresse complète;
 - d) numéro de téléphone;
 - e) adresse électronique;
 - f) numéro d'agrément, le cas échéant;

3° les données du vétérinaire :

a) numéro d'identification de l'Ordre;

b) nom et prénom;

c) adresse.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pour une durée maximale de trente ans, y compris les données de l'ancien responsable lors d'un changement de responsable.

Art. 19. Ont accès à la base de données :

1° les responsables, pour toutes les données qui concernent leurs chats;

2° les autorités compétentes en application de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux;

3° les vétérinaires, les refuges et toute personne qui dispose du numéro de microchip de l'animal, pour les données nécessaires pour retrouver le responsable d'un chat errant, perdu ou abandonné;

4° les vétérinaires, pour toutes les données qui concernent les chats et pour lesquelles le responsable demande d'y apporter des modifications.

Art. 20. La gestion de la base de données comporte :

1° l'enregistrement des données des chats présents en Région wallonne et de leurs responsables dans la base de données;

2° l'assurance du lien entre les données du chat et de son responsable;

3° la délivrance d'une preuve numérique d'enregistrement comme mentionné à l'article 7;

4° la sécurisation de l'accès à la base de données;

5° la maintenance de la base de données.

Art. 21. La base de données peut être consultée sur internet.

Art. 22. Le responsable paie une redevance au plus tard lors de l'enregistrement du chat.

Les redevances financent la gestion de la base de données.

Le Ministre fixe le montant de la redevance.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le Ministre fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 24. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 avril 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202520]

28. APRIL 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kennzeichnung und Registrierung der Katzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 7, ersetzt durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 und ergänzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund des am 24. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens 07/2016;

Aufgrund des am 7. März 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.786/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 3. August 2012 über den mehrjährigen Sterilisationsplan der Hauskatzen;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "der Minister": der Minister für Tierschutz;

2° "die Dienststelle": die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° "der Verantwortliche": die natürliche Person, Eigentümer oder Halter einer Katze, die diese gewöhnlich direkt versorgt oder überwacht;

4° "das zugelassene Tierheim": das gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren zugelassene Tierheim;

5° "die zugelassene Zuchtstätte": die gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren zugelassene Zuchtstätte;

6° "die Kennzeichnung": das Anbringen eines individuellen, unauslöschlichen und einzigartigen Zeichens.

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden keine Anwendung auf:

1° Katzen, die ihren Verantwortlichen bei einem Aufenthalt in Belgien von weniger als sechs Monaten begleiten;

2° Katzen, die im Hinblick auf die Verwendung bei Tierversuchen gezüchtet werden.

Art. 3 - Der Verantwortliche lässt jede Katze, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses geboren wird, vor dem Alter von zwölf Wochen und auf alle Fälle vor deren Vermarktung kennzeichnen und registrieren.

Art. 4 - Eine Person erwirbt nur dann unentgeltlich oder gegen Entgelt eine Katze, wenn diese gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gekennzeichnet und registriert ist.

Art. 5 - Die gekennzeichneten Katzen aus dem Ausland werden innerhalb von acht Tagen nach deren Ankunft registriert.

Art. 6 - Eine auf dem neuesten Stand gehaltene Datenbank sammelt die Daten der gekennzeichneten Katzen und die Daten ihres Verantwortlichen. Zweck dieser Datenbank ist Folgendes zu ermöglichen:

1° die wirksame Suche nach dem Verantwortlichen, wenn eine ausgesetzte oder verlorene Katze gefunden wird;

2° eine Kontrolle der Einhaltung der Kennzeichnungs- und Sterilisationspflicht für die Katzen;

3° eine Kontrolle der Einhaltung der Zulassungsbedingungen der zugelassenen Tierheime und der zugelassenen Zuchtstätten;

4° die Kontrolle der Vermarktung und der Verbringungen der Katzen.

Die Dienststelle verwaltet die Datenbank und kann für einen Teil oder die Gesamtheit dieser Aufgabe ein Dienstleistungsunternehmen heranziehen.

Art. 7 - Der Nachweis für die Registrierung der Katzen wird in elektronischer Form vorgelegt.

KAPITEL II — Kennzeichnungsmethoden

Art. 8 - Die Kennzeichnung erfolgt durch die Implantation eines sterilen Mikrochips entsprechend den Normen ISO 11784: 1996 (E) und 11785: 1996 (E), der den individuellen Code des Herstellers enthält. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt jeder andere Mikrochip als unlesbar.

Der Minister kann alternative Kennzeichnungstechniken zu der im ersten Absatz festgelegten Methode festsetzen.

Art. 9 - Bevor der Tierarzt die Kennzeichnung des Tieres vornimmt, kontrolliert er, dass kein lesbarer Mikrochip bereits implantiert wurde.

Der Tierarzt überprüft die Lesbarkeit des Mikrochips, implantiert den Mikrochip und kontrolliert anschließend seine Anbringung.

In einem zugelassenen Tierheim und in einer zugelassenen Zuchtstätte implantiert der in Artikel 6 § 1 des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren erwähnte Tierarzt den Mikrochip.

Art. 10 - Der Mikrochip wird in der Mitte der linken Halsseite unter der Haut implantiert.

Art. 11 - Ein Mikrochip wird:

1° nicht entfernt, geändert oder gefälscht;

2° nicht wiederverwendet.

Art. 12 - Ein Mikrochip wird nicht bei einer Katze implantiert, die bereits einen lesbaren Mikrochip trägt.

Art. 13 - Wenn eine Katze einen unlesbaren Mikrochip trägt, wird ein neuer Mikrochip gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses implantiert.

Art. 14 - Der Händler von Mikrochips hält der Dienststelle die Mikrochipnummern sowie die Namen, die Anschrift und die Telefonnummer der Person, der diese Mikrochips geliefert wurden, zur Verfügung.

Nur die Mikrochips, deren durch die Norm ISO 11784: 1996 (E) festgesetzten Bit-Nummern 17 bis 26 den individuellen Code des Herstellers enthalten, werden vertrieben.

KAPITEL III — Registrierungsverfahren

Art. 15 - Nachdem der Tierarzt die Katze gekennzeichnet hat:

1° gibt er die Informationen über der Katze und den Verantwortlichen innerhalb von acht Tagen in die Datenbank ein;

2° bescheinigt er die Richtigkeit der Daten anhand seines elektronischen Ausweises;

3° übermittelt er dem Verantwortlichen den in Artikel 7 erwähnten Registrierungsnachweis.

Art. 16 - § 1 - Im Falle eines Wechsels des Verantwortlichen werden die Daten des neuen Verantwortlichen in die Datenbank eingegeben, und zwar:

1° durch den Tierarzt, der sie anhand seines elektronischen Ausweises validiert;

2° durch den ehemaligen Verantwortlichen, mit der Zustimmung des neuen Verantwortlichen, der den Wechsel anhand seines elektronischen Ausweises validiert.

§ 2 - Im Falle eines Umzugs gibt der Verantwortliche oder der Tierarzt innerhalb von acht Tagen die neue Anschrift in die Datenbank ein und bescheinigt die Richtigkeit der Daten anhand seines elektronischen Ausweises.

Im Falle eines Umzugs ins Ausland wird in Abweichung von Absatz 1 nur in der Datenbank angegeben, dass sich die Katze nicht mehr in Belgien befindet.

§ 3 - Wenn die Katze verloren gegangen ist, gestohlen wurde, gestorben ist oder exportiert wurde, gibt der Verantwortliche oder der Tierarzt diese Angabe innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten in die Datenbank ein und bescheinigt die Richtigkeit der Daten anhand seines elektronischen Ausweises.

§ 4 - Sobald die Katze sterilisiert ist, gibt der Tierarzt diese Angabe innerhalb von vierundzwanzig Stunden in die Datenbank ein und der Verantwortliche oder der Tierarzt bescheinigt die Richtigkeit der Daten anhand seines elektronischen Ausweises.

KAPITEL IV — *Gefundene Katzen*

Art. 17 - § 1 - In Abweichung von Artikel 4 kann der Verantwortliche eines zugelassenen Tierheims nicht gekennzeichnete Katzen aufnehmen.

Der Verantwortliche des zugelassenen Tierheims lässt das Tier nach der in Artikel 9 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere vorgesehenen Frist auf seinen Namen kennzeichnen und registrieren.

§ 2 - Eine nicht gekennzeichnete Katze wird ihrem Verantwortlichen erst zurückgegeben, nachdem sie auf dessen Kosten gekennzeichnet und registriert wurde.

§ 3 - Eine gekennzeichnete, jedoch nicht registrierte Katze wird ihrem Verantwortlichen erst zurückgegeben, nachdem sie auf dessen Kosten registriert wurde.

KAPITEL V — *Datenbank*

Art. 18 - § 1 - Die Datenbank enthält:

1° die Daten der Katze:

- a) Kennzeichnungsnummer;
- b) Geburtsdatum;
- c) Kennzeichnungsdatum;
- d) Geschlecht;
- e) Sterilisationsdatum;
- f) Rasse;
- g) Farbe und Art des Fells;
- h) Name;
- i) Status: verloren, gestohlen, gestorben, exportiert;

2° die Daten des Verantwortlichen:

- a) Name und Vorname;
- b) Nationalregisternummer;
- c) vollständige Anschrift;
- d) Telefonnummer;
- e) elektronische Adresse;
- f) gegebenenfalls die Zulassungsnummer;

3° die Daten des Tierarztes:

- a) Kennzeichnungsnummer der Tierärztekammer;
- b) Name und Vorname;
- c) Anschrift.

§ 2 - Die in Paragraph 1 erwähnten Daten werden für eine Dauer von maximal dreißig Jahren aufbewahrt, einschließlich der Daten des ehemaligen Verantwortlichen bei einem Wechsel des Verantwortlichen.

Art. 19 - Zugang zu der Datenbank haben:

1° die Verantwortlichen, für alle Daten betreffend ihre Katzen;

2° die zuständigen Behörden in Anwendung des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere und des Gesetzes vom 24. März 1987 über die Tiergesundheit;

3° die Tierärzte, Tierheime und jede Person, die über eine Mikrochipnummer des Tieres verfügt, für die Daten, die erforderlich sind, um den Verantwortlichen einer streunenden, verloren gegangenen oder ausgesetzten Katze ausfindig zu machen;

4° die Tierärzte, für alle Daten betreffend die Katzen, für die der Verantwortliche Änderungen beantragt.

Art. 20 - Die Verwaltung der Datenbank umfasst:

1° die Registrierung der Daten der in der Wallonischen Region vorhandenen Katzen sowie ihrer Verantwortlichen in eine Datenbank;

2° die Gewissheit der Beziehung zwischen den Daten der Katze und ihres Verantwortlichen;

3° die Ausstellung eines digitalen Registrierungsnachweises wie in Artikel 7 angegeben;

4° die Sicherung des Zugriffs auf die Datenbank;

5° die Wartung der Datenbank.

Art. 20 - Die Datenbank kann im Internet eingesehen werden.

Art. 21 - Der Verantwortliche zahlt spätestens bei der Registrierung der Katze eine Gebühr.

Die Wartung der Datenbank wird durch diese Gebühren finanziert.

Der Minister legt den Betrag der Gebühr fest.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 22 - Der Minister legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses fest.

Art. 23 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. April 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202520]

28 APRIL 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de identificatie en de registratie van katten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 7, vervangen bij de programmawet van 22 december 2003 en aangevuld bij de wet van 27 december 2012;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 07/2016 van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer gegeven op 24 februari 2016;

Gelet op advies 58.786/4 van de Raad van State, gegeven op 7 maart 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 betreffende het meerjarenplan voor de sterilisatie van huiskatten;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de Minister" : de Minister van Dierenwelzijn;

2° "de Dienst" : De Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

3° "de verantwoordelijke" : de natuurlijke persoon, eigenaar of houder van een kat, die er gewoonlijk een onmiddellijk beheer of toezicht op uitoefent;

4° "erkend asiël" : het dierenasiël, erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;

5° "de erkende kwekerij" : de kattenkwekerij, erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;

6° "de identificatie" : het aanbrengen van een individueel, onuitwisbaar en uniek merkteken.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op :

1° katten die hun verantwoordelijke vergezellen tijdens een aaneengesloten verblijf van minder dan zes maanden in België;

2° katten die gefokt worden voor het gebruik in dierproeven.

Art. 3. De verantwoordelijke laat elke kat, die na de inwerkingtreding van dit besluit geboren wordt, identificeren en registreren vóór de leeftijd van twaalf weken en in elk geval vóór de kat verhandeld wordt.

Art. 4. Niemand mag een kat ten kosteloze of bezwarende titel verwerven tenzij die kat geïdentificeerd en geregistreerd is overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 5. Katten, afkomstig uit het buitenland, worden binnen acht dagen na hun aankomst geregistreerd.

Art. 6. De gegevens van de geïdentificeerde katten en van hun verantwoordelijke worden verzameld en bijgehouden in een databank. Die databank heeft tot doel :

- 1° doeltreffend naar de verantwoordelijke te zoeken wanneer een achtergelaten of verloren kat gevonden wordt;
- 2° de naleving van de verplichting tot identificatie en sterilisatie van de katten te controleren;
- 3° de naleving van de erkenningsvoorwaarden van de erkende asielen en kwekerijen te controleren;
- 4° de handel en de bewegingen van de katten te controleren.

De dienst beheert de databank en kan voor het geheel of een deel van die taak een beroep doen op een dienstverlenend bedrijf.

Art. 7. Het bewijs van registratie van katten wordt afgeleverd in digitale vorm.

HOOFDSTUK II. — *Identificatiemethoden*

Art. 8. De identificatie gebeurt door het inbrengen van een steriele microchip die beantwoordt aan de ISO-normen 11784 : 1996 (E) en 11785 : 1996 (E) die de code met verwijzing naar de individuele fabrikant omvatten. Voor de toepassing van dit besluit wordt elke andere microchip als onleesbaar beschouwd.

De Minister kan alternatieve identificatietechnieken in plaats van de in het eerste lid bepaalde methode vastleggen.

Art. 9. Vóór de identificatie van het dier, gaat de dierenarts na of geen leesbare microchip reeds ingeplant is.

De dierenarts verifieert de leesbaarheid van de microchip vóór de inplanting en controleert de plaatsing na het inbrengen.

In een erkend asiel en een erkende kwekerij wordt de microchip ingeplant door de dierenarts, vermeld in artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende de erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

Art. 10. De microchip wordt onderhuids ingebracht in het midden van de linkerzijde van de hals.

Art. 11. Een microchip wordt niet :

- 1° verwijderd, gewijzigd of vervalst;
- 2° hergebruikt.

Art. 12. Er wordt geen microchip ingeplant bij een kat die al een leesbare microchip draagt.

Art. 13. Als een kat een onleesbare microchip draagt, wordt een nieuwe leesbare microchip ingeplant overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 14. De verdeler van microchips houdt de nummers van microchips en de naam, adres en telefoonnummer van de persoon aan wie deze microchips zijn afgeleverd, ter beschikking van de Dienst.

Alleen de microchips waarvan de "bits-nummers" 17 tot 26 bepaald bij ISO-norm 11784 : 1196 (E) de code met verwijzing naar de individuele fabrikant omvatten, worden verdeeld.

HOOFDSTUK III. — *Registratieprocedure*

Art. 15. Na identificatie van de kat :

- 1° voert de dierenarts binnen acht dagen de gegevens van het dier en de verantwoordelijke in de databank in;
- 2° bevestigt de dierenarts de juistheid van de gegevens door middel van zijn elektronische identiteitskaart;
- 3° bezorgt de dierenarts aan de verantwoordelijke het bewijs van registratie, vermeld in artikel 7.

Art. 16. § 1. In geval van wijziging van verantwoordelijke worden de gegevens van de nieuwe verantwoordelijke in de databank ingevoerd ofwel door :

- 1° de dierenarts die ze door middel van zijn elektronische identiteitskaart valideert;
- 2° de vorige verantwoordelijke met de instemming van de nieuwe verantwoordelijke die de wijziging door middel van zijn elektronische identiteitskaart valideert.

§ 2. In geval van verhuizing voert de verantwoordelijke of de dierenarts binnen acht dagen het nieuwe adres in de databank in en bevestigt hij de juistheid van de gegevens met behulp van zijn elektronische identiteitskaart.

In afwijking van het eerste lid wordt bij verhuizing van een kat naar een adres in het buitenland, in de databank alleen opgenomen dat de kat zich niet meer in België bevindt.

§ 3. Als de kat verloren, gestolen, dood of geëxporteerd is, voert de verantwoordelijke of de dierenarts dat gegeven in de databank binnen een maximale termijn van twee maanden in en bevestigt hij de juistheid van dat gegeven door middel van zijn elektronische identiteitskaart.

§ 4. Na sterilisatie van de kat, voert de dierenarts dit gegeven binnen de 24 uur in in de databank en bevestigt de verantwoordelijke of de dierenarts de juistheid van dat gegeven door middel van zijn elektronische identiteitskaart.

HOOFDSTUK IV. — *Gevonden katten*

Art. 17. § 1. In afwijking van artikel 4 kan de verantwoordelijke van een erkend asiel niet-geïdentificeerde katten opvangen.

De verantwoordelijke van het asiel laat het dier pas identificeren en registreren na afloop van de termijn, vermeld in artikel 9, § 2, eerste lid, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

§ 2. Een niet-geïdentificeerde kat wordt pas teruggegeven aan zijn verantwoordelijke nadat het dier in naam en op kosten van die verantwoordelijke geïdentificeerd en geregistreerd is.

§ 3. Een geïdentificeerde maar niet-geregistreerde kat wordt pas teruggegeven aan zijn verantwoordelijke nadat het dier in naam en op kosten van die verantwoordelijke geregistreerd is.

HOOFDSTUK V. — *Databank*

Art. 18. § 1. De databank bevat :

1° de gegevens van de kat :

- a) identificatienummer;
- b) geboortedatum;
- c) identificatiedatum;
- d) geslacht;
- e) sterilisatiedatum;
- f) ras;
- g) kleur en type van de vacht;
- h) naam;
- i) status : verloren, gestolen, dood, geëxporteerd;

2° de gegevens van de verantwoordelijke :

- a) naam en voornaam;
- b) rijksregisternummer;
- c) volledig adres;
- d) telefoonnummer;
- e) E-mail adres;
- f) erkenningsnummer, in voorkomend geval;

3° de gegevens van de dierenarts :

- a) ordenummer;
- b) naam en voornaam;
- c) adres.

§ 2. De in § 1 bedoelde gegevens worden voor maximum dertig jaar behouden met inbegrip van de gegevens van de vorige verantwoordelijke in geval van verhuizing van verantwoordelijke.

Art. 19. De volgende personen hebben toegang tot de databank :

1° de verantwoordelijken, voor alle actuele gegevens die hun katten betreffen;

2° de bevoegde overheid met toepassing van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren en de dierengezondheidswet van 24 maart 1987;

3° de dierenartsen, de asielen en elke persoon die beschikt over het microchipnummer van het dier, voor de gegevens die nodig zijn voor het terugvinden van de verantwoordelijke van een dolende, verloren of achtergelaten kat;

4° de dierenartsen, voor alle actuele gegevens die de katten betreffen waarvoor zij op verzoek van de verantwoordelijke wijzigingen moeten aanbrengen.

Art. 20. Het beheer van de databank omvat :

1° de registratie van de gegevens van de in het Waalse Gewest aanwezige katten en van hun verantwoordelijken in de databank;

2° het verzekeren van het verband tussen de gegevens van de kat en de verantwoordelijke van die kat;

3° het afleveren van een digitaal bewijs van registratie als vermeld in artikel 7;

4° de beveiliging van de toegang tot de databank;

5° het onderhoud van de databank.

Art. 21. De gegevens in de databank kunnen geconsulteerd worden via internet.

Art. 22. De verantwoordelijke betaalt een retributie uiterlijk bij de registratie van de kat.

De retributies financieren het beheer van de databank.

De Minister bepaalt het bedrag van de retributie.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 23. De Minister bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 24. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO